



Programme
MENA - OCDE
pour la Gouvernance 2018-2019

Partager connaissances et expertise pour moderniser la gouvernance publique
Faire connaître les normes et les principes d'une bonne gouvernance
Appuyer le processus de réforme dans la région MENA



DES POLITIQUES MEILLEURES
POUR UNE VIE MEILLEURE

L'ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est une organisation internationale qui promeut les politiques permettant d'améliorer les conditions socio-économiques des populations dans le monde entier. Elle comprend 36 États membres, un secrétariat situé à Paris et un comité composé d'experts issus des gouvernements et d'autres secteurs, pour chacun des domaines de compétence de l'organisation. L'OCDE représente un forum au sein duquel les gouvernements peuvent travailler ensemble, partager leurs expériences et identifier des solutions aux problèmes auxquels ils sont tous confrontés. Nous collaborons avec les gouvernements pour mieux comprendre ce qui favorise le changement économique, social et environnemental. Nous mesurons la productivité et les flux mondiaux de croissance et d'investissement.





TABLE DES MATIERES

1. LE PROGRAMME MENA-OCDE POUR LA GOUVERNANCE

Un partenariat stratégique	3
Zoom sur les 6 domaines clés	4

Tunisie	26
Maroc	28
Autorité palestinienne	29
Émirats arabes unis	30

2. DIALOGUE REGIONAL SUR LES POLITIQUES

Gouvernement ouvert	6
Efficacité de l'appareil d'État	10
État de droit	16
Égalité des sexes	17
Implication des jeunes	19
Gouvernance locale	21
Centre de formation de Caserte	22

Promouvoir l'entrée des femmes dans les parlements	32
Les jeunes dans la vie publique	34
La bonne gouvernance au niveau local	36
Gouvernement ouvert	37
État de droit	39
Les capacités institutionnelles	41
Le gouvernement des citoyens	42

3. PROJETS PAYS DE RÉFORMES NATIONALES

Appui stratégique à l'agenda du gouvernement ouvert	14
Projet voix citoyenne	24

Publications 2019 - Moments forts à venir	43
La structure du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance	48
Bailleurs de fonds 2016-2019	49





Le Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance



Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance – UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE

Le programme MENA-OCDE pour la gouvernance est un partenariat stratégique entre les pays de la région MENA et de l'OCDE pour partager des connaissances et de l'expertise, en vue de diffuser les normes et les principes de bonne gouvernance qui facilitent le processus de réforme dans la région.

Le programme renforce la collaboration avec les initiatives multilatérales les plus pertinentes actuellement en cours dans la région. Plus particulièrement, le programme soutient la mise en œuvre du partenariat de Deauville du G7 et aide les pays de la région MENA à répondre aux critères d'admissibilité pour devenir membre de l'Open Government Partnership, le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert.

Grâce à ces initiatives, le Programme MENA-OCDE pour la gouvernance agit comme un des principaux défenseurs de la gestion des réformes de la gouvernance en cours dans les pays de la région MENA. Le programme fournit une structure

durable pour le dialogue de la politique régionale ainsi que pour des projets pays spécifiques. Ces projets reflètent l'engagement des gouvernements de la région MENA à mettre en œuvre des réformes de leur secteur public afin de libérer leur potentiel de développement social et économique dans le contexte des attentes grandissantes des citoyens en matière de services publics de qualité, d'inclusion dans l'élaboration des politiques publiques et de transparence.

En s'appuyant sur son réseau d'experts pairs et de décideurs politiques, le Programme MENA-OCDE pour la gouvernance rassemble des praticiens de haut niveau des pays de la région MENA et de l'OCDE. Grâce à l'échange permanent des meilleures pratiques, l'organisation de séminaires de renforcement des capacités et un appui à la mise en œuvre, le Programme MENA-OCDE pour la gouvernance favorise un développement plus social et économique dans la région.

Zoom sur les six domaines clés

Gouvernement ouvert et innovant

- Processus d'élaboration des politiques ouvert et inclusif, participation des citoyens
- Politiques d'administration électronique et innovation dans le secteur public
- Cadres d'intégrité et de lutte contre la corruption dans le secteur public

État de droit

- Performance des institutions judiciaires
- Un accès aux services judiciaires tenant compte des besoins de la population

Gouvernement local

- Réformes visant à réduire les inégalités entre les territoires et les citoyens
- Renforcement des capacités institutionnelles au niveau (infra-) national
- Développement local basé sur les recommandations politiques

Efficacité de l'appareil d'état

- Budgetétisation et cadres de dépenses
- Réforme réglementaire et simplification administrative
 - Marchés publics
 - Gestion des risques

Égalité des sexes

- Une mise en œuvre de politiques et l'adoption de lois tenant compte des inégalités hommes/femmes
- Une égale participation des femmes au processus de prise de décision public
- L'égalité entre hommes et femmes sur le marché du travail public

L'implication des jeunes

- Appuyer la formulation et la mise en œuvre des politiques nationales de la jeunesse
- Prendre en compte des inquiétudes des jeunes dans les politiques et services publics
- Promouvoir la création d'organes représentant les jeunes et des manières innovantes de les impliquer

OUVERTURE
TRANSPARENCE
PARTICIPATION
CONFIANCE



Dialogue régional sur les politiques et rapport régional



Gouvernement ouvert

GRUPE DE TRAVAIL MENA-OCDE SUR LE SERVICE PUBLIC ET L'INTEGRITE (GTI)

Le Groupe de Travail sur le Service public et l'Intégrité (GTI) rassemble des praticiens des politiques publiques des pays MENA et OCDE afin de promouvoir le dialogue régional et l'échange des bonnes dans le domaine de la réforme du service public, en vue du renforcement de l'intégrité et de l'élaboration de politiques et d'institutions innovantes en matière de lutte contre la corruption.

La réunion du GTI est organisée depuis 2013 en parallèle de la Semaine

de l'Intégrité de l'OCDE. En 2018, sur la base du rapport régional «Les jeunes dans la région MENA : comment les faire participer ?», le Groupe de Travail a discuté de l'impact de la corruption sur la jeunesse et des politiques publiques requises par le renforcement des capacités des jeunes en vue de la lutte contre la corruption. En 2019, la réunion du Groupe de travail s'est concentrée sur l'accès à l'information et le rôle que celui-ci joue dans le renforcement de la transparence et l'intégrité. Elle a aussi accueilli la présentation du rapport régional «Les institutions qui garantissent l'accès à l'information : pays OCDE et MENA».

Présidence :

Maroc

Co-présidence :

Espagne

Turquie

PRINCIPAUX RÉSULTATS EN 2018-2019

- Il est indispensable, afin d'améliorer la mise en œuvre, d'une part, d'intégrer et d'institutionnaliser la gestion des risques et le contrôle et, d'autre part, de recourir aux paradigmes de mise en œuvre du changement afin de renforcer l'adhésion des cadres aux systèmes de contrôle interne.
- Les obstacles au changement et le rôle des cadres supérieurs sont deux éléments décisifs pour le processus de mise en œuvre du changement.
- Une communication ouverte, la transparence et la collaboration au sein du gouvernement ainsi qu'entre secteurs public et privé, doivent devenir des priorités du renforcement de l'intégrité et de la lutte contre la fraude et la corruption dans la région MENA.
- Une mise en œuvre efficace des réformes en matière d'accès à l'information et d'intégrité reste un objectif difficile à atteindre ; les institutions indépendantes peuvent jouer un rôle déterminant dans ce contexte.
- Les jeunes peuvent être de véritables agents du changement dans la lutte contre la corruption ; des efforts devraient être faits pour sensibiliser les acteurs à l'importance de leur rôle et renforcer leurs capacités en ce sens.

PROGRAMME DE TRAVAIL

- Appuyer les médiateurs dans leur action de renforcement de l'intégrité au sein du service public.
- Concevoir des indicateurs permettant un meilleur suivi de la mise en œuvre des réformes en matière d'accès à l'information et d'intégrité.
- Établir un dialogue de pairs sur l'articulation entre jeunesse et lutte contre la corruption.

Gouvernement ouvert



Reunion du Groupe de travail sur le Service public et l'integrité, 20 mars 2019, Paris, siége de l'OCDE.



Gouvernement ouvert

GROUPE DE TRAVAIL MENA-OCDE SUR LE GOUVERNEMENT OUVERT ET INNOVANT (GT II)

Les innovations technologiques ouvrent la possibilité d'une redéfinition de la relation entre gouvernements et citoyens. Le GT II aide les pays MENA à tirer tout le profit possible du gouvernement ouvert, du gouvernement numérique et des politiques d'innovation au niveau de la gouvernance responsable et participative et de secteurs publics réactifs.



SCANNEZ POUR LIRE
LE RAPPORT



Il examine la manière dont les outils numériques et les innovations pourraient améliorer les mécanismes participatifs dans le cadre des initiatives du gouvernement ouvert, comment les lois d'accès à l'information peuvent être efficacement mises en œuvre dans la région MENA, et comment la communication institutionnelle pourrait être améliorée. Au moyen d'un échange régional, de la comparaison et de visites d'étude, le GT II réfléchit aux améliorations possibles de politiques et de services centrés sur les citoyens. Ses réunions ont été accueillies par le Sommet mondial des gouvernements et par le gouvernement du Portugal.

Présidence :

ÉAU

Co-présidence :

Corée du Sud
Italie
Portugal

PRINCIPAUX RÉSULTATS EN 2018-2019

- La Recommandation de l'OCDE sur le Gouvernement ouvert aide les pays MENA à concevoir et mettre en œuvre des réformes efficaces du gouvernement ouvert, en identifiant un cadre commun clair, réalisable et fondé sur les faits en faveur de la gouvernance du gouvernement ouvert.
- La communication institutionnelle est un fondement important de telles réformes.
- Reconnaître l'importance stratégique de l'utilisation et de la gestion des données peut transformer la gouvernance publique et la fourniture de services.
- L'innovation dans le secteur public peut favoriser la réflexion sur la conception et la mise en œuvre des politiques publiques.

PROGRAMME DE TRAVAIL

- Permettre aux pays MENA de se rapprocher des critères des Recommandations de l'OCDE sur le Gouvernement ouvert.
- Mettre en œuvre les recommandations du Rapport comparatif d'évaluation des politiques et initiatives en matière de TIC, sur la base de la Recommandation de l'OCDE sur les stratégies du Gouvernement numérique.
- Appuyer la création d'une culture de l'innovation dans le secteur public.

Gouvernement ouvert



14^{ème} Réunion du Groupe de travail sur le Gouvernement ouvert et innovant, 28-29 janvier 2019, Lisbonne, Portugal.



Efficacité de l'appareil d'État

RÉSEAU MENA-OCDE DES HAUTS RESPONSABLES DU BUDGET (MENA-HRB / GT III)

Les budgets publics sont des documents importants pour la mise en cohérence des objectifs politiques ; ils sont soumis pour cette raison à des exigences particulières en ce qui concerne la transparence et la reddition de comptes. Le réseau MENA-HRB est un forum d'échange de bonnes pratiques sans équivalent en matière de modernisation des structures et des pratiques de gouvernance et de mise en place de processus plus efficaces, transparents et participatifs de budgétisation et de gestion publique financière.



SCANNEZ
POUR LIRE
LE RAPPORT



Présidence :

Qatar

Co-présidence :

Irlande

PRINCIPAUX RÉSULTATS EN 2018-2019

- Les délégués ont discuté des principes de budgétisation axée sur les résultats et de prévisions à long terme des recettes et des dépenses de l'État susceptibles de contribuer à la discipline budgétaire en période de consolidation budgétaire;
- Les délégués ont entamé un dialogue sur les conclusions de la publication de l'OCDE intitulée «La budgétisation sexospécifique dans les pays de l'OCDE», qui explore les avantages et les défis associés aux différents modèles de leadership et de coordination en matière d'intégration et de budgétisation sexospécifiques dans les pays de l'OCDE.

PROGRAMME DE TRAVAIL

- Une collaboration accrue avec la région pour diffuser les bonnes pratiques de l'OCDE et appuyer le renforcement des capacités de GPF (par exemple au moyen de réunions et séminaires thématiques).
- Une collaboration accrue avec la région pour continuer à partager les connaissances entre pairs de l'OCDE et de la région MENA afin d'améliorer l'efficacité et la transparence des processus de budgétisation et de gestion publique financière.

Effacité de l'appareil d'État



10^{ème} Rencontre annuelle des Hauts Responsables du Budget du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, 5-6 décembre 2017, Doha.



Efficacité de l'appareil d'État

LE GROUPE DE TRAVAIL MENA-OCDE SUR LA RÉFORME DE LA RÉGLEMENTATION ET L'ÉTAT DE DROIT (GT IV)

Le Groupe de travail IV constitue un forum qui permet aux pays MENA et aux experts internationaux d'échanger sur les bonnes pratiques en matière de réforme de la réglementation et d'État de droit.

Le GT IV a piloté la Revue OCDE de la réforme de la réglementation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, qui :

1. Évalue la mise en œuvre des principes, stratégies et dispositifs institutionnels en matière de politique de la réglementation, afin de gérer la réforme de la réglementation dans huit pays MENA.
2. Propose des instruments de renforcement de la transparence et d'amélioration de la qualité des réglementations nouvelles.
3. Fournit des recommandations fondées sur la *Charte régionale pour la qualité de la réglementation* (2016) et les *Recommandations OCDE sur la politique de la réglementation* (2012).

Présidence :

Tunisie

Co-présidence :

Italie

Portugal

PRINCIPAUX RÉSULTATS EN 2018-2019

- Les pays MENA mettent en œuvre des réformes en faveur d'une meilleure qualité de la réglementation et d'une transparence accrue. Mais des problèmes persistent qui sont souvent liés à des retards de consultation, à l'absence d'analyse d'impact, ou à des évaluations ex post irrégulières.
- Les pays MENA se sont engagés à mettre en place des cadres législatifs et des mécanismes de consultation afin de permettre aux citoyens d'être mieux informés de leurs droits et de contribuer utilement aux processus de prise de décision.
- Les capacités institutionnelles doivent être renforcées pour favoriser la qualité de la réglementation.

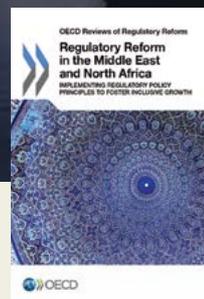
PROGRAMME DE TRAVAIL

- Adopter des normes d'élaboration des lois communes à tout le gouvernement ; concevoir une stratégie de simplification des contraintes administratives.
- Inscrire les réformes de la réglementation dans la continuité des objectifs du Partenariat de Deauville, de l'accord associé sur la gouvernance économique et des Objectifs de développement durable de l'ONU.
- Élargir le mandat du Groupe de travail IV afin de répondre aux défis rencontrés par la région MENA par les groupes vulnérables et marginalisés, dont les femmes, les jeunes et les enfants, prioritairement.

Efficacité de l'appareil d'État



🌀 Réunion annuelle du Groupe de travail MENA-OCDE sur la Réforme de la réglementation et l'État de droit en présence de **Mme Anabela Pedroso**, Secrétaire d'État à la Justice, Portugal, **M. Zouheir Ben Tanfous**, Conseiller juridique, Présidence du Gouvernement, vice-président, Tunisie, et **Mme Tatyana Teplova**, Directrice, Égalité des sexes et Justice en faveur de l'inclusivité, Direction de la Gouvernance publique, OCDE, le 28 mars 2019 à Lisbonne.



SCANNEZ
POUR LIRE
LE RAPPORT

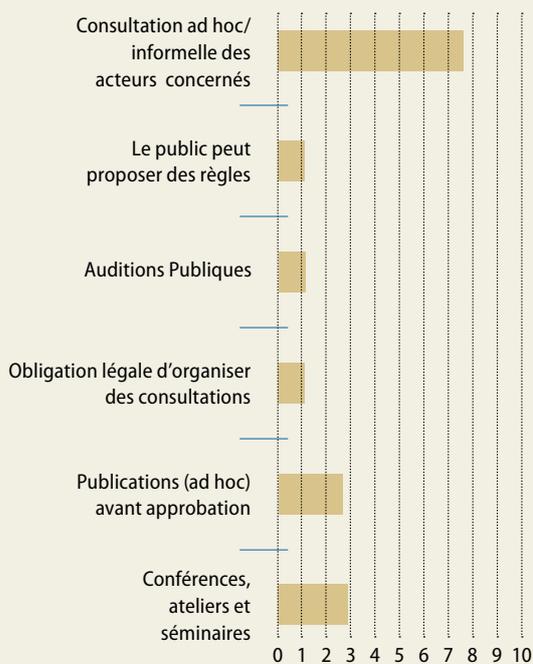




Efficacité de l'appareil d'État

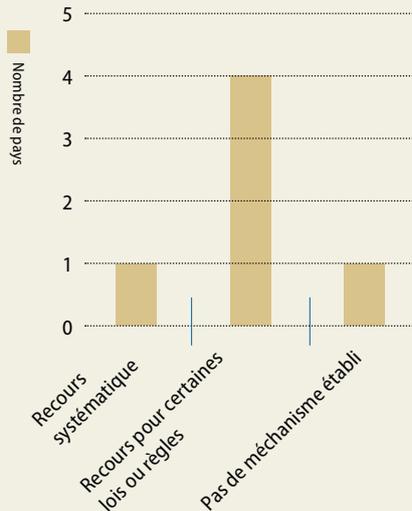
QU'APPRENONS-NOUS DE CE RAPPORT ?

Procédures de consultation



Données tirées du rapport (Total: 8 pays)

Évaluation d'impact ex ante



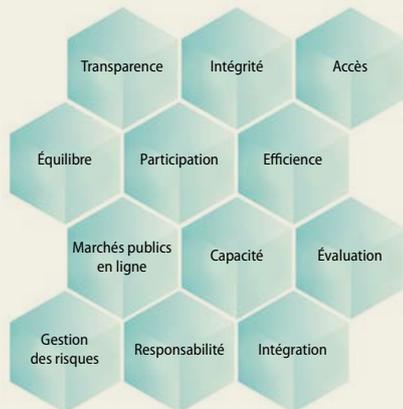
Données tirées du rapport (Total: 6 pays)



Efficacité de l'appareil d'État

LE RÉSEAU MENA-OCDE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

Le Réseau MENA-OCDE sur les marchés publics a été créé en 2012 dans l'objectif de diffuser les bonnes pratiques en matière de marchés publics, d'identifier les besoins dans ce domaine et de renforcer le dialogue régional, sur la base des 12 principes unifiés de la Recommandation de l'OCDE sur les marchés publics :



Comme dans de nombreux pays de l'OCDE, le renforcement de capacités a été considéré comme un enjeu majeur et une priorité des efforts et réformes à mener par le "Rapport d'évaluation des systèmes de marchés publics des pays MENA".



SCANNEZ POUR LIRE
LE RAPPORT



Participants du Réseau MENA-OCDE sur les Marchés publics, 20-novembre 2018, Caserte, Italie.

Étant donné l'importance décisive de la capacité, l'OCDE a conçu une "Feuille de route : comment élaborer une stratégie de renforcement de la capacité des marchés publics" qui cible la région MENA ; elle propose des étapes et des modèles conçus de manière à orienter les pays dans le déploiement d'une main d'œuvre professionnelle et compétente en matière de marchés publics.

La réunion de 2018 du Réseau MENA-OCDE sur les Marchés publics co-présidé par l'Italie et l'Égypte a eu lieu les 20 et 21 novembre à Caserte, en Italie, en partenariat avec le Centre du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance. L'événement ciblait les décideurs et les principaux experts des marchés publics dans la région ; il a rassemblé plus de dix-huit participants de la région MENA (Algérie, Égypte, Liban, Maroc et Tunisie), des pays de l'OCDE (Italie) et des organisations internationales et partenaires (l'OCDE, SIGMA et la Banque africaine de développement).

État de droit

RENFORCER L'ÉTAT DE DROIT POUR FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Les pays MENA ont exprimé une demande d'appui de la part de l'OCDE dans le renforcement des principes de l'État de droit en faveur du développement économique et social. Le Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance répond à cette demande au travers des projets nationaux avec l'Égypte et le Yémen ainsi que des programmes de renforcement de capacité, afin de favoriser une meilleure sécurité juridique, et par là la croissance inclusive et une bonne gouvernance.

1. Renforcer l'efficacité et la confiance publique dans les organes et le système judiciaires.
2. Accroître la sécurité juridique des citoyens et des entreprises.
3. Nourrir la confiance dans le gouvernement et promouvoir la performance sociale et économique.



PROGRAMME DE TRAVAIL

- Mettre en place un cadre institutionnel pour renforcer la composante État de droit du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance.
- Concevoir des programmes de renforcement de capacité pour accroître l'indépendance, l'autonomie et l'efficacité du système judiciaire dans les pays MENA, améliorer l'accès à la justice et renforcer la confiance publique.

Égalité des sexes

LE GROUPE DE TRAVAIL MENA-OCDE "PLATEFORME POUR LES FEMMES AU SEIN DU GOUVERNEMENT"

Les femmes jouent un rôle décisif dans la demande d'ouverture, de justice sociale et d'égalité d'accès aux chances. Le Groupe de travail MENA-OCDE sur l'égalité hommes/femmes promeut une égalité de droit autant qu'une égalité de chances et d'accès à l'expression politique.

Le rapport *Égalité hommes/femmes, législation et politiques publiques : tendances au Moyen-Orient et en Afrique du Nord* (2014) formule des recommandations sur la manière de :

1. Comblent le fossé entre hommes et femmes : éliminer les discriminations liées au sexe.

2. Favoriser l'accès des femmes aux fonctions de décision dans le secteur public.



Disponible en arabe

SCANNEZ POUR LIRE LE RAPPORT



PRINCIPAUX RÉSULTATS EN 2018-2019

- De nombreux pays ont adopté une législation en faveur de l'autonomisation des femmes et contre les violences faites aux femmes.
- Bien que de nombreux pays MENA aient créé un portefeuille ministériel dédié à l'autonomisation des femmes, il sera nécessaire de renforcer les approches, ressources et capacités des institutions au sein de l'administration publique, pour garantir des progrès vers l'égalité des sexes.
- La Recommandation de l'OCDE de 2015 sur l'Égalité entre hommes et femmes dans la vie publique peut contribuer à la satisfaction des objectifs d'autonomisation des femmes des pays de la région MENA.

PROGRAMME DE TRAVAIL

- Accompagner les pays MENA dans l'intégration des dispositions de la Recommandation de 2015 de l'OCDE sur l'Égalité entre les hommes et les femmes dans la vie publique.
- Renforcer les institutions, les cadres réglementaires et les capacités de coordination afin de prévenir et de réduire les violences à l'encontre des femmes.
- Systématiser les politiques en faveur d'un égal accès des femmes et des hommes aux fonctions de décision.
- Continuer à promouvoir et à encourager le transfert de connaissances et le dialogue politique entre les pays MENA et OCDE afin de combattre les obstacles existants et de renforcer la participation politique des femmes.



Égalité des sexes

CONFÉRENCES RÉGIONALES ANNUELLES DE LA "PLATEFORME POUR LES FEMMES AU SEIN DU GOUVERNEMENT"

Les conférences régionales annuelles rassemblent des représentants des gouvernements, des parlements, des conseils locaux, de l'université, des organisations de la société civile et d'autres acteurs des pays MENA et OCDE concernés par l'égalité entre hommes et femmes. Elles permettent aux participants de prendre connaissance des grandes évolutions



☞ Conférence régionale de haut niveau au Maroc « *Participation politique et leadership des femmes* » à Rabat, 10-11 juillet 2018.

et des bonnes pratiques en matière d'égalité d'accès des femmes et des hommes aux fonctions politiques, sur la base de la Recommandation de 2015 de l'OCDE sur l'Égalité entre hommes et femmes dans la vie publique et des expériences des pays MENA et OCDE.

2018 CONFÉRENCE RÉGIONALE AU MAROC « PARTICIPATION POLITIQUE ET LEADERSHIP DES FEMMES »

La conférence de haut niveau a eu lieu les 10-11 juillet 2018 à Rabat, au Maroc, et a été conjointement organisée par le ministère marocain de la Famille, de la Solidarité, de l'Égalité et du Développement social et le Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance. Cette conférence a rassemblé plus de 130 participants, dont des parlementaires et des représentants de haut niveau du Maroc, de l'Égypte, de Jordanie et de Tunisie. Les femmes parlementaires et conseillères ont évoqué les différents obstacles qu'elles ont rencontré alors qu'elles participaient aux élections, comme le manque de ressources financières, le manque de confiance de la part d'un électorat surtout composé d'hommes, et les stéréotypes négatifs qui affectaient la manière dont la population percevait leurs compétences. L'accent a été mis sur l'urgence de lutter contre ces stéréotypes, et plus généralement de mettre fin à toutes les formes de violence et de discrimination à l'encontre des femmes.

La prochaine édition de la conférence régionale de la Plateforme pour les femmes au gouvernement aura lieu en Tunisie en juillet 2019.

Implication des jeunes

SEPT CONCLUSIONS CLES DE L'ENQUETE SUR LA GOUVERNANCE DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE

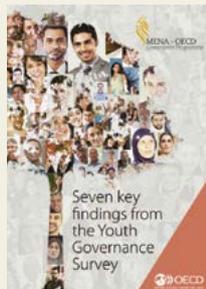
Cette brochure présente les résultats préliminaires d'une enquête à grande échelle à laquelle sept pays de la région MENA ont répondu (Jordanie, Liban, Mauritanie, Maroc, Autorité palestinienne, Qatar et Tunisie). Il explore les possibilités pour les jeunes de participer à la vie publique et analyse les efforts déployés par les gouvernements et les administrations publiques pour proposer des politiques et des services répondant à leurs besoins spécifiques. L'analyse repose sur cinq piliers:

- Approche pangouvernementale en matière de politique de la jeunesse
- Capacités institutionnelles et coordination
- Outils pour intégrer les préoccupations des jeunes dans l'élaboration des politiques et la prestation des services
- Engagement des jeunes dans la vie publique et représentation dans les institutions de l'État
- Cadres juridiques et âge minimum requis

Le document identifie les tendances communes en matière de gouvernance de la politique de la jeunesse et de l'engagement des jeunes dans la région et présente des



SCANNEZ POUR
LIRE LE RAPPORT



DISPONIBLE EN FRANÇAIS DEPUIS SEPTEMBRE 2017

recommandations de politique conformes aux bonnes pratiques et aux leçons tirées identifiées dans le rapport de l'OCDE sur le Bilan de la jeunesse, «Engager et responsabiliser les jeunes dans les pays de l'OCDE - Comment établir un lien entre la gouvernance écart».

PRINCIPAUX RÉSULTATS EN 2018 - 2019

- Certains pays de la région MENA ont entrepris des efforts pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies nationales intégrées pour la jeunesse. Cependant, l'approbation et la mise en œuvre de ces stratégies ont souvent été lentes.
- L'âge minimum requis élevé empêche les jeunes hommes et femmes de se porter candidats aux élections locales et nationales dans certains pays de la région MENA.
- Dans certains pays de la région MENA, des efforts sont déployés pour amener les jeunes à concevoir et à mettre en œuvre leurs propres initiatives, en particulier au niveau local.

PROGRAMME DE TRAVAIL

- Recueillir davantage de données probantes dans la région MENA pour comparer les politiques, les capacités institutionnelles et les pratiques existantes en vue de fournir des politiques et des services aux jeunes par rapport aux bonnes pratiques et normes de l'OCDE
- Soutenir davantage les pays de la région MENA dans la mise en œuvre d'initiatives novatrices dirigées par des jeunes au niveau local et par le biais d'approches d'égal à égal
- Aider les pays de la région MENA à revoir leur environnement institutionnel et juridique afin de s'attaquer aux obstacles empêchant les jeunes de participer à la vie publique et à la prise de décisions.



Implication des jeunes

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA JEUNESSE 2018, TUNIS

La deuxième conférence régionale de la jeunesse a été organisée en coopération avec la présidence du gouvernement et le ministère de la Jeunesse et du Sport et des Sports les 27 et 28 novembre 2018 à Tunis.

Sous le haut patronage du chef de gouvernement, Mme Sonia Ben Cheikh, ministre tunisienne de la Jeunesse et des Sports, M. Abdelkaddous Saadaoui, secrétaire d'État à la Jeunesse, M. Chokri Terzi, conseiller du chef du gouvernement tunisien chargé de Jeunesse et M. Thabet Al-Nabulsi, Secrétaire général du Ministère jordanien de la jeunesse en Jordanie, ont prononcé le discours d'ouverture.

Mme Carole McQueen, ambassadrice du Canada en Tunisie, a pris la parole au nom des pays du G7. La conférence a dressé le bilan des efforts entrepris par les pays de la région MENA pour mettre en œuvre des politiques nationales de

la jeunesse et impliquer les jeunes dans la vie publique, en mettant l'accent sur les collectivités locales. Des formats innovants, tels que la session «Rencontrez le ministre / le parlementaire», ont permis aux jeunes d'échanger directement avec des représentants du gouvernement, des députés et un maire sur les moyens d'améliorer la participation et la représentation des jeunes dans l'élaboration des politiques. Dans le cadre du Youth TEDx Talk, de jeunes pionniers de Jordanie, du Liban, du Maroc et de Tunisie ont présenté leurs initiatives en faveur de l'autonomisation des jeunes.





Gouvernance locale

GRUPE DE TRAVAIL SUR LE GOUVERNEMENT LOCAL

C'est au niveau des régions que les citoyens ont l'expérience des politiques publiques. Le Groupe de travail sur le gouvernement local aide les pays MENA à évaluer et renforcer les capacités des institutions publiques à l'échelle locale ainsi que l'aptitude des citoyens à participer au processus de prise de décisions.

GOUVERNANCE LOCALE – UN LEVIER DU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE

Les autorités locales sont le point d'entrée dans l'État. Elles sont donc un acteur clé de la promotion d'un développement économique inclusif et durable.

Leur proximité avec les citoyens et les entreprises les place dans la position idéale pour :

- identifier les besoins locaux et les possibilités d'investissement ;
- impliquer les populations, et
- promouvoir la confiance et améliorer les services publics.

APPUYER LES RÉFORMES DE LA GOUVERNANCE LOCALE

De nombreux pays de la région MENA ont reconnu l'importance de la gouvernance locale et entrepris de réformer leur système global de gouvernance en donnant plus de responsabilités aux gouvernorats, régions et municipalités.



Des efforts sont faits pour autonomiser les échelons locaux et régionaux, notamment au Maroc, en Tunisie, en Jordanie et en Égypte, en donnant davantage de responsabilités aux autorités locales.

Dans un tel contexte, l'OCDE s'engage aux côtés des municipalités pour leur permettre d'impliquer le plus possible les citoyens et l'ensemble des niveaux de l'administration publique.

Dans le cadre de son programme de Gouvernement ouvert, l'OCDE contribue à l'institution de gouvernements locaux transparents, responsables et accessibles.

Centre de formation de Caserte du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance



Le Centre de Caserte du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance a été créé en septembre 2012 par l'École nationale italienne d'administration (SNA) et l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE), avec pour mission de concevoir des formations en appui aux administrations publiques des pays arabes et de promouvoir des initiatives de renforcement de capacités contribuant au bon fonctionnement et à l'efficacité du secteur public ainsi qu'à la bonne gouvernance. Ces activités visent aussi à renforcer le rôle que les responsables et praticiens de haut niveau et experts de la conception des politiques publiques joueront dans le développement et la mise en oeuvre de politiques améliorées.

FORMATIONS

- Le rôle du Centre de gouvernement (CG) dans la conception et la mise en oeuvre des réformes du secteur public ;
- Des politiques publiques efficaces au service d'une croissance inclusive
- Des approches centrées sur les citoyens des services juridiques et judiciaires ;
- Renforcer la résilience de l'ensemble de la société face aux principaux risques ;
- Des cadres d'évaluation en faveur des politiques de croissance inclusive ;
- L'égalité entre hommes et femmes dans la vie publique ;
- Une élaboration des politiques publiques favorables au gouvernement ouvert et inclusif ;
- L'efficacité du service public ;
- Un secteur public mobilisant systématiquement les données ;
- Des approches centrées sur « ce qui fonctionne » de la conception des politiques et de la fourniture des services ;
- La productivité du secteur public ;
- Une stratégie d'intégrité pour les responsables de la conception des politiques publiques ;
- Une conception et une fourniture efficaces

MÉTHODES

- Une formation internationale de grande qualité
- Le dialogue politique, l'échange entre pairs et la construction de réseaux
- Des visites d'étude
- Des tables rondes, séminaires et modules de formation



3 Projets pays de réformes nationales

Appui stratégique à l'agenda du gouvernement ouvert et à la mise en oeuvre des lois d'accès à l'information en Jordanie, au Liban, au Maroc et en Tunisie

PROJET MENA-OCDE POUR LE GOUVERNEMENT OUVERT

Le projet de gouvernement ouvert MENA-OCDE en cours soutient la Jordanie, le Liban, le Maroc et la Tunisie dans la conception et la mise en œuvre des politiques de gouvernement ouvert en consultation avec leurs citoyens ainsi que la mise en œuvre des lois de l'accès à l'information. Le projet en Tunisie est financé par (MEPI), au Liban par MEPI et le ministère des affaires étrangères de l'Allemagne, au Maroc par MEPI et le Fonds de transition MENA du Partenariat G7 Deauville et en Jordanie par le Fonds de transition MENA du G7 Deauville Partenariat.



PRINCIPAUX RÉSULTATS EN 2018-2019

- La Tunisie (2014) et le Maroc (2018) ont rejoint l'OGP et mettent aujourd'hui en œuvre les Plans d'action de l'OGP, qui incluent des engagements en matière d'AI.
- La Tunisie (2014), le Liban (2017) et le Maroc (2018) ont adopté des lois d'AI et créé des Commissions liées (la Tunisie en 2017 et le Maroc en 2019).
- Les citoyens et la société civile utilisent la législation sur l'AI et l'administration publique met en place les procédures adaptées.
- Le Maroc a adhéré à la Recommandation de l'OCDE sur le Gouvernement Ouvert en 2018

PROGRAMME DE TRAVAIL

- Élaboration de guides d'accès à l'information destinés aux citoyens
- Programme de formation de formateurs pour les agents publics aux niveaux national et local en Tunisie
- Des événements de diffusion à destination de la société civile et des médias au sujet de l'utilisation de la législation
- Une étude comparative des sur l'AI dans les pays OCDE et MENA

PROJETS PAYS – JORDANIE, LIBAN, MAROC ET TUNISIE : PROJET VOIX CITOYENNE

LE PROJET

Les réformes du GOUVERNEMENT OUVERT visent à renforcer la transparence et la participation des citoyens à l'élaboration des politiques publiques ; elles promeuvent ce faisant la confiance dans le gouvernement et contribuent à l'ajustement des politiques aux besoins réels. Comme l'affirme la Recommandation du Conseil de l'OCDE sur le Gouvernement ouvert, la communication est un élément clé dans la promotion des principes du gouvernement ouvert, puisqu'elle accroît la transparence et permet l'information des citoyens au sujet des réformes, en encourageant leur participation à la vie publique. Les changements suscités par les évolutions des médias traditionnels et la montée en puissance des réseaux sociaux affectent en outre la manière dont les citoyens et les gouvernements interagissent, ce qui pèse sur les

efforts de l'administration en faveur des principes du gouvernement ouvert.

Dans le cadre du partenariat pour la Transformation financé par le ministère des Affaires étrangères allemand, l'OCDE a depuis 2016 accompagné différents pays de la région dans la valorisation de la communication institutionnelle, en appui aux principes du gouvernement ouvert que sont la transparence, l'intégrité, la redevabilité et la participation civique. Au travers de cette coopération, l'OCDE a favorisé la création d'un réseau de communicants institutionnels au niveau national au Maroc, et renforcé les activités du réseau existant en Tunisie. Le projet a par ailleurs nourri l'analyse et les recommandations de chaque gouvernement et inspiré une série d'activités de renforcement de capacités. La deuxième phase du projet

élargira sa portée à la Jordanie et au Liban, et s'attachera pour le Maroc et la Tunisie à l'échelle locale



ACTIONS

- Publication des rapports Voix citoyenne pour le Maroc et la Tunisie, qui comprennent des recommandations concrètes qui valorisent la contribution de la communication institutionnelle aux principes du gouvernement ouvert.
- Création du premier réseau des communicants institutionnels au Maroc et appui à l'expansion du réseau existant en Tunisie, afin de partager les bonnes pratiques, les difficultés et les enseignements de l'expérience.
- Organisation de diverses activités nationales et régionales de renforcement de capacités, qui ont permis d'échanger de bonnes pratiques et enseignements de l'expérience.

IMPACT

- Le projet a permis la création d'une plateforme de dialogue politique sur des enjeux pressants concernant la communication institutionnelle et les médias.
- Les capacités de 50 représentants des ministères et entités publiques des deux pays ont été renforcées, dont de nombreuses femmes (50%).
- Les gouvernements du Maroc et de Tunisie ont pu identifier et hiérarchiser les réformes utiles à l'expression d'une voix citoyenne, et de hauts responsables se sont investis et formés à la conception de ces réformes, sur la base des bonnes pratiques et des recommandations inspirées par les données que présentent les rapports

PROJETS PAYS – TUNISIE : BONNE GOUVERNANCE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

LE PROJET

Ce projet vise à restaurer la confiance des citoyens et à instaurer un climat favorable aux affaires, en aidant le gouvernement tunisien à respecter les engagements en matière de bonne gouvernance pris lors de la Conférence de Londres contre la Corruption et dans le cadre de l'Accord de Carthage.

Ce projet, financé par le Royaume-Uni, accompagnera les efforts de la Tunisie dans la promotion de la bonne gouvernance, la prévention de la corruption et le renforcement de l'implication des citoyens et des entreprises.

Le projet s'articule autour de trois axes :

1. Favoriser la réactivité : améliorer la qualité de trois services publics dans trois régions pilotes, afin de créer une interface d'interaction avec la population, de réduire les risques de corruption et d'élaborer un mécanisme de suivi affirmant le pouvoir des citoyens dans la lutte contre la corruption.
2. Créer des connexions : améliorer les capacités et améliorer la coordination entre les principaux acteurs publics de gouvernance, de contrôle et de la lutte contre la corruption.
3. Créer de la prospérité : améliorer l'accès des PME aux services publics et la transparence des marchés publics.



Conférence avec **M. Alistair Burt**, Ministre du Moyen-Orient et de l'Afrique au Royaume-Uni, **M. Kamel Ayadi**, Président de la FCHC en Tunisie, et **M. Rolf Alter**, Directeur de la gouvernance publique à l'OCDE, en présence du Secrétaire Général de la Gouvernance et l'Ambassadeur du Royaume-Uni en Tunisie, à Tunis, le 3 mai 2017.

IMPACT ATTENDU

- Une amélioration de la relation entre citoyen et État au travers d'une meilleure fourniture locale de services publics aux citoyens et des mécanismes de surveillance et de plainte efficaces.
- Une coordination accrue entre les acteurs clés de la gouvernance et de l'intégrité et une amélioration du contrôle et du suivi des recommandations formulées sur cette base.
- Une meilleure fourniture locale de services publics en faveur des PME et un accès élargi des PME aux offres des marchés

ACTIONS

- Appuyer la mise en œuvre des recommandations des scans de la vulnérabilité à la corruption afin d'améliorer la fourniture locale de services publics.
- Encourager la diffusion de chartes civiques qui intègrent des engagements quant à la qualité des fournisseurs de services et renforcent la capacité des OSC de contrôler le respect de ces engagements.
- Développer les activités de renforcement des capacités des unités de gouvernance, pour accroître l'intégration des principes de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption au sein des institutions publiques.
- Assurer le suivi des recommandations formulées à la suite de contrôles et permettre le renforcement des capacités des inspecteurs.
- Améliorer la connaissance par les PME du système judiciaire et leur accès à la justice ainsi qu'aux opportunités de financements à l'échelle locale.
- Assurer un soutien sur site afin d'intégrer la gestion des risques dans les procédures de marchés publics de toutes les institutions d'Etat.

PROJETS PAYS – TUNISIE : RENFORCER L'ACCÈS DES FEMMES À LA PRISE DE DÉCISION DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE À TOUS LES NIVEAUX Y COMPRIS LES CONSEILS LOCAUX ÉLUS

LE PROJET

L'implication des femmes dans la prise de décision et la définition des agendas est décisive si l'on veut que les priorités et les besoins de tous les membres de la société se reflètent dans les politiques publiques, programmes, lois, réglementations et institutions.

Par conséquent, et conformément aux priorités stratégiques de la Tunisie, avec l'appui financier et technique de l'AECID-Espagne, l'OCDE appuie les efforts en cours dans le pays pour renforcer l'accès des femmes à la prise de décision à tous les niveaux de l'administration publique y compris les conseils élus locaux (2016-2017). Ces deux volets seront développés

conjointement de manière à favoriser une approche systémique de l'égalité entre hommes et femmes dans la vie publique. Ainsi, le renforcement de la participation des femmes aux organes élus locaux peut améliorer leurs chances de rallier l'exécutif politique jusqu'aux plus hauts niveaux de l'administration.

ACTIONS

- Réaliser une évaluation globale de la situation actuelle de l'administration publique tunisienne et des conseils locaux élus centrée sur l'ensemble des politiques de gestion des ressources humaines qui tiennent compte de l'égalité entre hommes et femmes, des cadres institutionnels et des politiques en faveur de l'égalité des sexes, de l'équilibre travail/vie privée dans le secteur public, et des processus adoptés en ce sens par les conseils locaux.
- Compléter cette évaluation par une analyse approfondie de deux ministères pilotes – le ministère des Finances et le ministère de l'Agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche – ainsi que de deux conseils élus locaux – Tunis et Kairouan – de manière à identifier les problèmes concrets.
- Organiser des sessions consultatives et de dialogue pour promouvoir l'échange de bonnes pratiques et d'enseignements tirés des expériences.



📍 Mission de collecte d'informations à Tunis et Kairouan, 9-12 mai 2017, Visite au ministère des Affaires locales et de l'Environnement en présence du ministre **Riadh Mouakher**.

IMPACT

- Amener la Tunisie à adopter la Recommandation sur l'Égalité des hommes et des femmes dans la vie publique.
- Mieux sensibiliser l'exécutif, aux échelons local et national, aux carences et atouts existants en ce qui concerne l'accès des femmes à la prise de décision et la parité de représentation à tous les niveaux de l'administration publique.
- Une sensibilité accrue de l'exécutif, national comme local, aux mécanismes et instruments permettant d'intégrer les questions d'égalité hommes/femmes dans la programmation et l'élaboration des politiques publiques.

PROJETS PAYS – MAROC : AUTONOMISER LES INSTITUTIONS LOCALES

LE PROJET

Avec l'adoption d'une nouvelle Constitution en 2011 et le processus de "régionalisation avancée", le Maroc est entré dans un processus de réforme qui a donné davantage de responsabilités aux autorités locales ; l'objectif est de davantage impliquer les citoyens à l'échelle locale.

- Dans ce contexte, l'OCDE a accompagné, entre 2015 et 2017, le renforcement des capacités des institutions publiques aux différents niveaux du gouvernement, afin de leur permettre d'assumer leurs nouvelles responsabilités.
- Depuis 2018, une deuxième phase du projet a permis un soutien ciblé à la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, au bénéfice des réformes en cours de la gestion RH, de simplification administrative et de la participation des citoyens.



ACTIONS

- Un examen par les pairs du processus de réforme de l'administration locale dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma.
- Un appui au dialogue politique entre les autorités locales, le gouvernement central et la société civile.
- Une formulation conjointe des recommandations en vue des réformes.

IMPACT

- Une meilleure coordination entre les différents niveaux du gouvernement (central, régional, local) afin de mener à bien la réforme.
- Le renforcement des capacités des autorités locales (efficacité, flexibilité, transparence et inclusivité).
- Une participation accrue des citoyens au niveau local.
- Une co-conception améliorée de la fourniture de services publics à l'échelle locale.

PROJETS PAYS – AUTORITÉ PALESTINIENNE : RENFORCER LES INSTITUTIONS

PRINCIPAUX RÉSULTATS EN 2017-2018

1. Le Code de conduite de l'AP est conforme aux normes d'intégrité de l'OCDE.
2. Le manuel sur l'État de droit propose l'introduction systématique d'un mécanisme de consultation dans les processus de prise de décision.
3. La stratégie du gouvernement en ligne met au point un travail innovant en vue d'améliorer la fourniture de services publics.
4. Le Premier ministre a rendu public l'objectif d'une adhésion au Partenariat pour le gouvernement ouvert (OGP).

LE PROJET

De 2009 à 2013, l'OCDE s'est associée à l'Autorité palestinienne (AP) et l'Initiative MENA-OCDE d'appui à l'Autorité palestinienne (MIP), pour appuyer la mise en œuvre des principales réformes de la gouvernance publique :

1. La lutte contre la corruption.
2. Le renforcement de l'État de droit.
3. Améliorer la fourniture de services publics.

Ce partenariat a été financé par le Gouvernement de Norvège et s'est ancré dans une plateforme



institutionnelle solide, coordonnée par le ministère de la Planification et du Développement administratif.

50 activités ont été mises en œuvre dans le cadre de ce projet, de nombreux pairs de l'OCDE impliqués et

un appui permanent a été fourni sur le terrain par un responsable de programme local expérimenté. En 2018-2019, l'OCDE a soutenu la mise en œuvre du code de conduite élaboré avec l'OCDE assistance précédemment.

PROJETS PAYS – ÉMIRATS ARABES UNIS

LE PROJET

L'OCDE a joué un rôle d'impulsion lors du 7ème Sommet mondial des gouvernements (SMG) qui s'est tenu à Dubaï entre le 10 et le 12 février 2019. Lors de la session plénière d'ouverture du Sommet, le Secrétaire Général de l'OCDE Angel Gurría a examiné les bénéfices que peuvent tirer les gouvernements des nouvelles technologies, qui transforment nos économies, nos gouvernements et nos sociétés de façons complexes et souvent imprévisibles.

L'OCDE a en outre co-organisé diverses activités et réunions préalables au Sommet, parmi lesquelles une Plateforme mondiale sur la gouvernance des risques, un groupe sur la correction des disparités hommes/femmes dans les fonctions de décision, et un panel sur l'innovation au gouvernement. L'OCDE a pris part aux activités des ODD en action, aux discussions sur la mesure du bien-être, ainsi qu'au panel sur la transition de la jeunesse à l'âge adulte.

Le Sommet mondial des gouvernements est un forum annuel qui permet à plus de 4 000 participants de discuter et d'imaginer le futur du gouvernement et de la fourniture des services publics. Le Sommet explore l'avenir du gouvernement à la lumière des progrès technologiques et des attentes des citoyens. L'OCDE a été un partenaire stratégique du Sommet mondial des gouvernements depuis 2013, et a contribué à définir les principales caractéristiques du gouvernement de demain.

ACTIONS

- La Plateforme mondiale de l'OCDE "Gouvernance des risques futurs" s'est concentrée sur la manière dont les pays et les institutions renforcent la gouvernance des risques à travers diverses dimensions – de la conception institutionnelle à l'inclusivité, la transparence et la redevabilité – afin de mieux répondre aux difficultés de la gestion des risques de catastrophe.
- La troisième édition de "Faire le choix de l'innovation au gouvernement : tendances mondiales 2019", publiée par OPSI en partenariat avec le Centre Mohammed Bin Rashid pour l'Innovation au sein du gouvernement (MBRCGI), ÉAU, offre un panorama des modalités de la transformation de leurs fonctionnements par les gouvernements, qui améliorent ainsi les conditions de vie des populations par l'innovation. Ce rapport s'appuie sur l'analyse de 542 innovations dans 84 pays
- Le groupe sur les inégalités hommes/femmes a exploré le rôle des outils du gouvernement, comme la budgétisation axée sur l'égalité des sexes, ou des idées et approches inclusives des marchés publics et des comportements, afin de promouvoir l'équilibre entre les sexes et faire évoluer les normes et attitudes dans ce domaine sur le lieu de travail et dans l'accès au processus de décision.



Le Secrétaire Général **Angel Gurría** au Sommet mondial des gouvernements les 10-12 février 2019, Dubaï.

PROJETS PAYS – ÉMIRATS ARABES UNIS : GUIDE DE L'ÉQUILIBRE ENTRE HOMMES ET FEMMES : ACTIONS POUR LES ORGANISATIONS DES ÉAU

LE PROJET

L'OCDE aide les ÉAU à améliorer les politiques et les environnements de travail du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes. Le Conseil pour l'Équilibre entre hommes et femmes, entité fédérale qui a pour objectif d'encourager les ÉAU à renforcer le rôle des femmes en tant que partenaires clés pour la construction du futur du pays, est le partenaire national et le point focal du projet.

Le 19 septembre 2017, la Vice-Secrétaire Générale de l'OCDE Mari Kiviniemi a présenté le *Guide de l'équilibre entre hommes et femmes : Actions pour les organisations des ÉAU*, à Dubaï avec S.A. Sheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum, le Vice-Président et Premier ministre des Émirats arabes unis.



SCANNEZ
POUR LIRE
LE RAPPORT

ACTIONS

- Rédaction du *Guide de l'Équilibre entre hommes et femmes : Actions pour les organisations des ÉAU*, qui sert d'instrument pour les organisations de tous les Émirats arabes unis (ÉAU) pour favoriser un rééquilibrage entre les sexes dans le monde du travail. Les cinq domaines concernés sont : le volontarisme et le suivi, l'intégration de ces questions aux politiques et programmes, la promotion d'un recrutement attentif à l'égalité hommes/femmes, l'amélioration de l'équilibre des sexes au niveau des fonctions de responsabilité et, enfin, une communication en ce sens.
- Lancement du Guide à l'occasion d'un événement de haut niveau, afin de susciter un élan et d'impliquer tous les acteurs pertinents au plus haut niveau, pour garantir une réelle application du Guide dans toutes les organisations des ÉAU.
- Un atelier de lancement pour les cadres de l'administration publique et du secteur privé, autour des questions « comment y parvenir ? » et « comment s'assurer d'y parvenir avec succès ? ».

IMPACT

- Sensibiliser les cadres et les employés à l'importance de l'équilibre entre hommes et femmes.
- Créer les mécanismes susceptibles de favoriser une représentation plus équilibrée au sein des organisations publiques et privées des ÉAU.
- Parvenir à une représentation plus équilibrée entre les sexes dans le milieu du travail, y compris dans les fonctions à responsabilité.

PROJETS PAYS – ÉGYPTE, JORDANIE, MAROC ET TUNISIE : VERS DES GOUVERNEMENTS OUVERTS ET INCLUSIFS : PROMOUVOIR L'ENTRÉE DES FEMMES DANS LES PARLEMENTS ET L'ÉLABORATION DES POLITIQUES

LE PROJET

Ce projet plurinational du Fonds de Transition MENA du Partenariat G7 de Deauville appuie les efforts de l'Égypte, de la Jordanie, du Maroc et de la Tunisie pour faire progresser les politiques du gouvernement ouvert, intégrer une perspective d'égalité de sexes dans le fonctionnement parlementaire et maximiser l'intégration des femmes à la vie publique. Dans le cadre notamment d'un programme pluriannuel (2015- 2018, en Égypte, en Jordanie et au Maroc, et 2016-2019 en Tunisie), ce projet du Fonds de Transition mène des actions de renforcement au sein des principales institutions de leur analyse des problèmes et opportunités en ce qui concerne l'accès des femmes



à la prise de décision, tout en renforçant la capacité des candidates aux élections locales et nationales. Le projet entend enfin améliorer la capacité de consultation publique des parlements et des OSC de femmes pour tous les processus législatifs.

Formation de femmes candidates aux élections locales organisée à Sfax, Tunisie, les 12-13 avril 2018

ACTIONS

- Réaliser des évaluations nationales des problèmes et opportunités que rencontrent les femmes candidates en Tunisie, au Maroc, en Jordanie et en Égypte. Examiner les pratiques de prise en compte de l'égalité de sexes au sein des parlements pour formuler des recommandations de politiques publiques allant en ce sens aux différents pays.
- Organiser des ateliers de formation de formateurs et des séminaires de renforcement de capacité pour les candidates aux élections législatives et locales.
- Organiser des sessions consultatives sur les processus électoraux et conditions de travail des parlements, par exemple sur les stratégies de prévention et de sanction du harcèlement dans le monde politique.
- Organiser des sessions consultatives publiques pour renforcer les capacités des parlements et de la société civile à formuler une législation prenant en compte l'égalité de sexes et à consulter les citoyens.
- Impulser un dialogue annuel régional sur les politiques en matière de participation politique des femmes de la région MENA afin d'échanger de bonnes pratiques et enseignements dans la région MENA – et au-delà
- Visite d'étude annuelle visant à promouvoir le dialogue et à échanger les bonnes pratiques entre les parlementaires et les membres des conseils locaux des pays du projet de l'OCDE et de la région MENA.

PROJETS PAYS – ÉGYPTE, JORDANIE, MAROC ET TUNISIE : VERS DES GOUVERNEMENTS OUVERTS ET INCLUSIFS : PROMOUVOIR UNE PARTICIPATION ACCRUE DES FEMMES DANS LES PARLEMENTS ET L'ÉLABORATION DES POLITIQUES

IMPACT

- Une capacité renforcée d'un vivier de femmes candidates capables de prendre part aux élections nationales et locales. 97 candidates qui avaient reçu une formation de l'OCDE ont emporté un siège lors des élections municipales de 2018 en Tunisie.
- Une capacité renforcée d'un vivier de femmes candidates capables de prendre part aux élections nationales et locales. 23 candidates qui avaient reçu une formation de l'OCDE ont gagné les élections en août 2017.
- Une bonne compréhension par les principaux acteurs des difficultés et des opportunités de l'accès des femmes à la prise de décisions publiques.
- Une connaissance par les députés des pratiques de prise en compte de l'égalité des sexes dans la fabrique des lois et des politiques, axée sur les bonnes pratiques à l'échelle nationale mais aussi régionale et mondiale.
- Une plus grande aptitude des femmes politiques à s'appuyer sur le soutien des pairs, le mentorat et les caucus de femmes, pour des questions liées à l'agenda des politiques d'égalité hommes/femmes.
- Une capacité renforcée des parlementaires et des OSC de s'impliquer dans des processus de consultation publique, de manière à ce qu'ils tiennent compte d'une perspective d'égalité des sexes dans les processus d'élaboration des politiques.

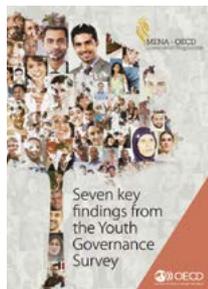


📍 Lia Quartapelle, membre de la Chambre italienne des députés, prenant la parole lors des sessions consultatives et participatives organisées à Tunis, Tunisie, les 18-19 mars 2019.

PROJETS PAYS – JORDANIE, MAROC ET TUNISIE : LES JEUNES DANS LA VIE PUBLIQUE : VERS UN ENGAGEMENT OUVERT ET INCLUSIF DES JEUNES

LE PROJET

Ce projet (2016-2019) appuie la Jordanie, le Maroc et la Tunisie dans le renforcement des dispositifs de gouvernance publique incitant les jeunes femmes et hommes à s'impliquer dans la vie publique et à tirer profit des retombées des politiques ciblant les jeunes. En collaboration avec les ministères de la jeunesse, les ministères sectoriels, le Parlement, les gouvernements locaux et les organisations non gouvernementales de la jeunesse, l'OCDE soutient les efforts en cours pour formuler et mettre en œuvre des stratégies nationales pour la jeunesse, donner forme aux conseils nationaux et locaux de jeunes, et explorer des formes novatrices d'implication des jeunes les amenant à plaider en faveur de la prise en compte par l'ensemble de l'administration de leurs demandes et besoins. Ce projet offre des opportunités pour un dialogue régional sur les politiques et aide chaque pays à concrétiser les recommandations qui lui sont faites sur le terrain.



ACTIONS

- Appuyer la formulation et la mise en œuvre de stratégies nationales cohérentes pour la jeunesse et la création d'organes représentant les jeunes.
- Présenter et discuter des évaluations nationales des problèmes et opportunités des jeunes qui deviennent des citoyens et accèdent aux services publics destinés aux jeunes.
- Fournir un appui technique et une aide à la concrétisation aux niveaux national et local, sur la base des premières conclusions des évaluations nationales.

IMPACT

- Jordanie : le programme des jeunes ambassadeurs locaux a été lancé en avril 2019; il aidera 100 jeunes à concevoir et à mettre en œuvre leurs propres initiatives par l'intermédiaire de centres de jeunesse locaux.
- Maroc : sur la base des premières recommandations de l'OCDE, les discussions ont été rapidement engagées sur le renforcement de la coordination et de la coopération entre le conseil national consultatif de la jeunesse et les conseils régionaux et locaux. Une politique nationale intégrée de la jeunesse est sur le point d'être adoptée. Un guide de la participation des jeunes à l'échelle locale est en cours de rédaction pour la ville de Salé.
- Tunisie : Une stratégie de court terme (2018-2020) incluant les projets interministériels, a été élaborée. Sur la base des recommandations de l'OCDE, un plan de réforme des maisons de la jeunesse (maisons de la jeunesse 2.0) a été lancé, avec une expérience pilote dans une zone défavorisée de Tunis, et une Loi sur l'éducation informelle des jeunes dans les maisons de la jeunesse est en cours de rédaction ; le processus est inclusif.



📍 La deuxième conférence régionale sur la jeunesse « **Tu y penses!** » a été organisée en coopération avec la présidence du Gouvernement et le ministère de la Jeunesse et des Sports les 27-28 novembre 2018 à Tunis.

PROJETS PAYS – JORDANIE : PROMOUVOIR LA BONNE GOVERNANCE À L'ÉCHELLE LOCALE

LE PROJET

À la suite de l'adoption de la nouvelle législation sur les municipalités et la décentralisation en 2015, la Jordanie est en train de transformer le rôle des gouvernements régionaux et locaux, en réaffectant des compétences à des institutions infranationales. L'objectif est de favoriser le développement et l'implication de la population dans le processus de prise de décision, de faciliter la participation des citoyens aux politiques de développement local et de rendre les politiques de développement plus productives, en répartissant mieux leurs bénéfices économiques.

Ce projet (2016-2020) appuie les efforts du gouvernement en matière d'évaluation de la mise en œuvre et de l'impact des nouvelles lois, les problèmes rencontrés par les gouvernorats et les municipalités, ainsi que l'interaction entre les différents niveaux du gouvernement. Le projet soutiendra en outre les efforts de la Jordanie pour promouvoir une élaboration des politiques publiques et une fourniture de services publics plus ouvertes, inclusives et participatives, à l'échelle infranationale. Le projet est financé par le Fonds de Transition MENA du Partenariat du G7 de Deauville.



❖ S.E. Santiago Cabanas Ansorena, S.E. Imad Fakhoury, Ms Mari Kiviniemi, S.E. David Bertolotti, M. Shihadeh Abu Hdeib et Dr Hamdi Al Qbeilat lors de la conférence de lancement du rapport d'Évaluation stratégique de l'OCDE, 27 février 2017.



SCANNEZ POUR LIRE LE RAPPORT



ACTIONS

- L'évaluation des dispositifs actuels de gouvernance dans le pays.
- L'analyse de l'impact qu'auront les nouvelles lois sur les politiques de gouvernance et la participation citoyenne.
- La rédaction d'un guide du gouvernement ouvert au niveau local.
- La rédaction d'un rapport évaluant les pratiques du gouvernement ouvert à l'échelle locale, notamment en ce qui concerne le processus d'évaluation des besoins en Jordanie.
- Renforcer les capacités nécessaires afin de promouvoir une élaboration des politiques publiques et une fourniture de services publics inclusives et efficaces.

IMPACT

- Une meilleure coordination entre les ministères, tout particulièrement pour la réforme de la décentralisation, au travers de la formation d'un Comité directeur.
- Un processus plus inclusif au moyen de la création d'un Réseau des Organisations de la société civile pour le Gouvernement ouvert au niveau local en Jordanie, qui agira comme une plateforme nationale de promotion d'une implication systématique des citoyens dans la formulation et la mise en œuvre des politiques et des services publics au niveau infranational.
- Une mise en œuvre efficace des réformes de la décentralisation, sur la base de conseils politiques et de bonnes pratiques internationales, de manière à garantir que les besoins budgétaires et de développement locaux se reflètent dans les plans nationaux de développement.



PROJETS PAYS – JORDANIE : APPUYER LA COORDINATION ET LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS D’ACTION NATIONAUX DE LA JORDANIE DANS LE CADRE DU PARTENARIAT POUR LE GOUVERNEMENT OUVERT (OGP)

LE PROJET

En tant que membre fondateur du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance, la Jordanie a travaillé en étroite collaboration avec l’OCDE pour réformer son secteur public conformément aux principes et pratiques de l’OCDE. Cette dernière a d’ailleurs aidé le pays à concevoir son troisième Plan d’action OGP dont elle soutient aujourd’hui la mise en œuvre.

Dans ce projet, l’OCDE sera un partenaire stratégique de la Jordanie pendant quatre ans (2017-2021) en fournissant

au Gouvernement de Jordanie l’appui technique nécessaire à la satisfaction de tous les engagements pris dans le Plan d’action. Il est question aussi d’encourager des approches participatives de leur mise en œuvre.

Enfin, ce projet entend promouvoir la confiance et l’inclusion sociale, tout en favorisant l’épanouissement de communautés prospères et démocratiques. Ce projet est financé par le Fonds de Transition MENA du Partenariat du G7 de Deauville.



ACTIONS

- Identifier les bonnes pratiques et les enseignements de l’expérience en vue de favoriser la mise en œuvre du quatrième Plan d’action national.
- Analyser l’agenda du gouvernement ouvert et les progrès effectués en regard de l’OGP, sur la base de la Recommandation de 2017 du Conseil de l’OCDE sur le Gouvernement ouvert ;
- Appuyer les activités de coordination et de mise en œuvre du ministère de la Planification et de la Coopération internationale en ce qui concerne le gouvernement ouvert.
- Offrir des activités de renforcement des capacités à l’attention des organisations de la société civile pour la mise en œuvre et l’évaluation des activités déployées dans le cadre du 3ème Plan d’Action national.

IMPACT

- Les ministères sectoriels seront mieux préparés pour mettre en œuvre, en coopération avec le Centre de gouvernement, les objectifs du Plan d’Action national de l’OGP, et pour parvenir à une compréhension partagée des forces et des difficultés ; les initiatives ultérieures en matière de gouvernement ouvert en seront facilitées.
- Une mise en œuvre concluante des initiatives du gouvernement ouvert renforcera l’agenda de la Jordanie pour la gouvernance publique et le gouvernement ouvert, et représentera dans le même temps un modèle de coopération dans le pays et à l’étranger.
- Les ministères et les agences seront capables de déployer les capacités de collaboration et de communication nécessaires à la conception et à la mise en œuvre du quatrième Plan d’Action national, ainsi qu’à la promotion plus générale des initiatives de participation civique.

PROJETS PAYS – MAROC : APPUYER LES RÉFORMES DU GOUVERNEMENT OUVERT POUR RENFORCER LA CONFIANCE DANS L'ADMINISTRATION DU MAROC

LE PROJET

Ce Projet veut contribuer à l'amélioration de la gouvernance en promouvant une élaboration ouverte des politiques publiques au Maroc.

Le projet aidera le Maroc à mettre en œuvre le Plan d'action national du Gouvernement ouvert, en créant un cadre adapté de gouvernance associant les ONG et la société civile, en sensibilisant les agents des exécutifs nationaux et locaux, et en intégrant le Gouvernement ouvert à toutes les politiques publiques. Dans le même temps, le projet appuiera le Maroc dans ses efforts pour rejoindre le Partenariat pour le Gouvernement ouvert.

Ce projet est financé par le Fonds de Transition MENA du Partenariat du G7 de Deauville pour la période septembre 2017-novembre 2020 ; il sera mis en œuvre en collaboration avec le ministère de la Réforme administrative et du Service public.

☞ Conférence Internationale Maroc-OCDE – Gouvernement ouvert et accès à l'information, 13-14 mars 2019, Rabat



ACTIONS

- Aider le ministère de la Réforme administrative et du Service public à mettre en œuvre le Plan d'action national du Gouvernement ouvert.
- Appuyer le Gouvernement dans ses efforts pour susciter une collaboration interinstitutionnelle forte et renforcer les capacités de communication.
- Promouvoir l'implication des OSC dans les réformes du gouvernement ouvert.
- Le projet s'appuie sur l'expertise de l'OCDE et de ses États membres ainsi que sur les bonnes pratiques de la région MENA.
- Ce projet bénéficie en outre des synergies avec le Projet mondial de l'OCDE pour le Gouvernement ouvert, qui appuie les pays du monde entier dans leurs efforts pour édifier des gouvernements plus transparents et responsables.

IMPACT

- Les ministères sectoriels seront renforcés pour mettre en œuvre en étroite coordination les objectifs du plan d'action du GO et parvenir à une compréhension partagée des défis représentés par les réformes du Gouvernement ouvert à tous les niveaux du gouvernement.
- La mise en œuvre des réformes du GO permettront d'ouvrir davantage l'élaboration des politiques aux partenaires au moyen d'une participation publique et d'une transparence accrues.
- Le Maroc satisfera les critères d'accès au Partenariat pour le Gouvernement ouvert.

PROJETS PAYS – ÉGYPTE : RENFORCER L'ÉTAT DE DROIT – UNE FOURNITURE EFFICACE ET TRANSPARENTE DE LA JUSTICE ET DE L'ACTIVITÉ LEGISLATIVE

LE PROJET

Le Projet du Fonds de Transition MENA du Partenariat du G7 de Deauville est une coopération conjointe avec la Banque africaine de développement, qui promeut :

1. L'effectivité et l'efficacité de l'administration de la justice.
2. La transparence et la participation publique au processus législatif.



📍 Réunion du panel d'experts avec les juges de la Cour de Cassation d'Égypte, 27 avril 2019, Le Caire, Égypte

	Cour de Cassation	Ministère de la Justice
Actions	Préparation et mise en œuvre d'un Plan d'action de réforme.	Préparation d'un Plan d'action pour une prise de décision participative.
	Organisation de séminaires de renforcement de capacité pour la gestion des dossiers par la Cour de Cassation en étroite coordination avec l'UE.	Organisation d'une douzaine d'activités de renforcement de capacités pour le ministère de la Justice, incluant des visites d'étude en Italie, en Espagne, en France, aux Pays-Bas et au Canada.
	Organisation d'une visite d'étude en France, en Belgique et aux Pays-Bas pour les hauts magistrats de la Cour.	Conception d'un manuel d'élaboration des lois.
	Conception d'une stratégie de communication.	Renforcement de capacités pour l'application du manuel au sein du ministère de la Justice.
Impact	Automatisation en cours des procédures pour offrir un meilleur accès aux tribunaux et aux juges.	Une élaboration plus efficace et cohérente des lois et réglementations.
	Amélioration de la communication avec les partenaires internes et externes au sujet de l'agenda de réforme de la Cour.	Un processus de prise de décision plus transparent.

PROJETS PAYS – YEMEN : RENFORCER L'ÉTAT DE DROIT – DÉVELOPPER LES CAPACITÉS DU SYSTEME JUDICIAIRE

LE PROJET

Ce projet du Fonds de Transition MENA (2014-2020) dans le cadre du Partenariat de Deauville du G7, et en coopération avec le Fonds arabe, renforce les capacités judiciaires pour améliorer l'intégrité, l'efficacité et l'efficience du système des tribunaux et l'accès à la justice. Il fournira une assistance technique au gouvernement du Yémen pour la mise en œuvre d'un Document d'orientation stratégique dans le cadre de la stratégie préparée par le ministère de la Justice en coordination avec le ministère de la Planification et de la Coopération internationale.

Actions	Préparation d'un document d'orientation stratégique pour les institutions judiciaires yéménites
	Organisation d'activités de renforcement de capacités pour améliorer les compétences, l'intégrité et l'organisation structurelle du ministère de la Justice, des juges et procureurs
Impact	Un dialogue, une intégrité et une capacité renforcés au sein des institutions judiciaires yéménites dans un contexte de conflit et une fois le conflit terminé



PROJETS PAYS – YÉMEN : RENFORCER LES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES POUR PRÉPARER LE REDRESSEMENT ET LA RECONSTRUCTION AU YÉMEN

LE PROJET

Fondé sur le cadre de coopération conçu par le ministère de la Planification et de la Coopération internationale, le projet “Renforcer les capacités institutionnelles pour préparer le redressement et la reconstruction au Yémen” a été approuvé par le Fonds de Transition du Partenariat de Deauville en février 2018. Il a été mis en œuvre conjointement par l’OCDE et la Banque islamique de développement (BID). Son objectif est d’appuyer le Gouvernement du Yémen dans le renforcement des capacités institutionnelles aux niveaux central et local, afin de préparer le pays au redressement et à la reconstruction.

Actions	Rédaction d’un document d’orientation stratégique pour le Gouvernement du Yémen
	Programmes de pilotage et de renforcement de capacités pour les institutions centrales et locales, en ce qui concerne la coordination, les mécanismes d’expression et de redevabilité, et l’autonomisation des régions
Impact	Un appui à la mise en place d’institutions et la fourniture immédiate des services publics élémentaires
	La préparation du renforcement des institutions en ciblant les grands enjeux dans un scénario de sortie de conflit



👤 **Dr. Mohamed Saeed Al-Sadi**, ministre de la Planification et de la Coopération internationale, **Dr. Mansur Muhtar**, Vice-Président de la Banque islamique de développement et **M. Marcos Bonturi**, Directeur de la Gouvernance publique à l’OCDE le 10 juillet 2018, Djeddah

PROJETS PAYS – LIBAN : RAPPROCHER LE GOUVERNEMENT DES CITOYENS

LE PROJET

Avec l'appui de l'Agence italienne de Coopération pour le développement (AICS), ce projet accompagnera ces deux composantes de la réforme de la gouvernance publique que sont le gouvernement ouvert à l'échelle locale et le gouvernement numérique. Certaines municipalités seront encouragées à concevoir une stratégie du gouvernement ouvert afin de définir les priorités et d'orienter leur action, d'établir des partenariats avec des réseaux locaux d'OSC pour promouvoir les principes de transparence, de redevabilité et de participation citoyenne à l'échelle locale, et mettre en place un guichet unique pour les initiatives d'engagement dans la vie publique. Des activités de renforcement de capacités faciliteront la mise en œuvre de ces recommandations. Les résultats et les bonnes pratiques observés au Liban seront enfin diffusés aux échelles régionale et mondiale, afin de favoriser le transfert des pratiques du gouvernement ouvert vers d'autres municipalités.



Atelier sur la participation des citoyens, municipalité de Shweir, Liban, 17 mai 2019

Actions	Appuyer les réformes du gouvernement ouvert du gouvernement national
	Réaliser un scan OCDE des pratiques du gouvernement ouvert dans les municipalités
	Organiser des activités de renforcement de capacités dans certaines municipalités afin d'améliorer la gouvernance et de renforcer la démocratie
	Créer un Réseau des OSC pour le gouvernement ouvert
	Conférences de diffusion nationale
Impact	Examen du gouvernement numérique du Liban
	Propositions d'action et de sessions de renforcement de capacités en appui à une transformation numérique concluante du secteur public
	Accompagner le processus d'adhésion du gouvernement national à la Recommandation de l'OCDE sur le gouvernement ouvert et à l'OGP
	Renforcer les capacités des municipalités en appui à la conception de stratégies du gouvernement ouvert et de processus avancés de participation des citoyens
	Appuyer la transformation numérique du secteur public afin de contribuer au bien-être social et de libérer le potentiel de productivité de l'économie libanaise

Publications 2019

OCDE (à venir), La modernisation de l'administration locale dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima

OCDE (2019), Voix citoyenne en Tunisie: Le rôle de la communication et des médias pour un gouvernement plus ouvert, Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique, Éditions OCDE, Paris.

OCDE (2019), Voix citoyenne au Maroc: Le rôle de la communication et des médias pour un gouvernement plus ouvert, Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique, Éditions OCDE, Paris.

OCDE (2019), Gouvernement ouvert à La Marsa, Sayada et Sfax en Tunisie

OCDE (2019), Gouvernement ouvert à Salé au Maroc

OCDE (2019), Engaging young people in open government: A communication guide (Impliquer les jeunes dans le gouvernement ouvert : un guide pour la communication)

OCDE (2019), Bonne gouvernance au niveau local pour accroître la transparence & la redevabilité dans la prestation de services : expériences de Tunisie et d'ailleurs

Moments forts à venir

2019

Événements régionaux

Groupe de travail sur le Gouvernement ouvert et innovant (GT II), 28-29 janvier, Lisbonne

Groupe de travail sur le Service public et l'Intégrité (GT I), 18 mars, Paris

Groupe de travail sur la Réforme de la réglementation et l'État de droit (GT IV), 28 mars, Lisbonne

Plateforme pour les femmes au gouvernement, 1er juillet, Tunis (à confirmer)

Réseau des Hauts responsables du budget MENA (MENA-SBO/GT III), 18-19 juillet, Caserte

Réseau sur les marchés publics, novembre (à confirmer)

Conférence régionale sur la jeunesse, novembre (à confirmer), Amman

Événements de pays

Atelier sur l'élaboration d'un guide d'accès à l'information pour les agents publics, 30 janvier, Tunis

Réunion d'inventaire entre acteurs du projet « Bonne gouvernance et lutte contre la corruption en Tunisie », 5 février, Tunis

Atelier sur une approche axée sur les risques de l'amélioration des marchés publics dans les institutions publiques tunisiennes, 6-7 février, Tunis

Mission de lancement : appui à la mise en œuvre d'une bonne pratique réglementaire au sein du ministère de la Santé d'Abu Dhabi, 19-21 février, Abu Dhabi

Consultation de la société civile sur l'accès à l'information, 20 février, Beyrouth

Atelier de renforcement du rôle des unités de gouvernance dans la promotion de la bonne gouvernance et de l'intégrité, 11-12 mars, Tunis

Conférence internationale de l'OCDE au Maroc sur le Gouvernement ouvert et l'accès à l'information, 13 mars, Rabat

Conférence nationale de lancement de la stratégie de gestion des risques dans les marchés publics, 15 mars, Tunis

Inauguration de haut niveau du 4ème Plan d'action national de l'OGP en Jordanie, 17 mars, Amman

Atelier ouvert aux acteurs judiciaires du Yémen, 18 mars, Amman

Moments forts à venir

Sessions consultatives et de consultation publique – Fonds de Transition MENA : « Vers une croissance inclusive : promouvoir les femmes au sein du Parlement et dans l'élaboration des politiques publiques en Tunisie », 18-19 mars, Tunis

Conférence nationale sur l'amélioration de l'interface citoyens/service public au niveau local, 25 mars, Tunis

Atelier de validation des principes conclusions et recommandations sur le Gouvernement ouvert à l'échelle locale, Examen de la Jordanie, 27 mars, Amman

Conférence nationale de présentation du guide sur l'accès à l'information à destination des agents publics, 28 mars, Tunis

Formation sur l'accès à l'information à destination des administrations déconcentrées de Nabeul et Zaghuan, 1-2 avril, Tunis

Ateliers avec l'ADAA au sujet des indicateurs provisoires pour la mesure de Vision 2030 du Royaume d'Arabie saoudite, 1-12 avril, Paris

Réunion du Conseil consultatif de l'Initiative MENA-OECD pour la Gouvernance et la Compétitivité en appui au Développement, 16 avril, Paris

Mission d'expertise et atelier : appui à la mise en œuvre d'une bonne pratique réglementaire au sein

du ministère de la Santé d'Abu Dhabi, 24-25 avril, Abu Dhabi

Atelier sur la modernisation de l'administration locale, 25-26 avril, Tanger

Réunion du panel d'experts sur les mesures de réforme de la Cour de Cassation égyptienne, 27 avril, Le Caire

Ateliers avec l'ADAA au sujet des indicateurs provisoires pour la mesure de Vision 2030 du Royaume d'Arabie saoudite, 29 avril – 2 mai, Riyad

Lancement du Programme des jeunes ambassadeurs locaux, 29 avril, Amman

Conférence inaugurale des chartes citoyennes, juin, Tunis

Atelier sur la participation locale des jeunes (MedUni), 10-13 juin, Hammamet

Ateliers avec l'ADAA au sujet de la gestion de la performance dans le Royaume d'Arabie saoudite, 17-18 juin, Paris

Atelier sur la communication cellulaire, 20 juin, Tunis

Visite d'étude – Fonds de Transition MENA : « Vers une croissance inclusive : promouvoir les femmes au Parlement et dans l'élaboration des politiques publiques en Tunisie », 24-28 juin, Rome

Conférence inaugurale de la Coopération Liban-OCDE, 24 juin, Beyrouth

Session de consultation sur le projet de Plan d'action national sur l'accès à l'information, 25 juin, Beyrouth

Mission de collectes de données sur le gouvernement numérique, 25-26 juin, Beyrouth

Atelier – Stimuler la communication institutionnelle en appui à un gouvernement plus ouvert en Jordanie, 26 juin (à confirmer), Amman

Consultations publiques sur l'accès à la plateforme de marchés publics en ligne TUNEPS et sa convivialité, juin - septembre, Tunis et régions choisies

Réunion d'inventaire et de coordination des partenaires du projet, juillet, Tunis

Programme de formation à destination des unités de gouvernance, juillet - novembre, Tunis et régions choisies

Programme de formation à destination des inspecteurs, juillet-décembre, Tunis

Programme de formation à destination des contrôleurs, juillet-septembre, Tunis

Atelier sur la participation des jeunes à l'échelle locale, 2 juillet, Salé (Maroc)

Moments forts à venir

Programme de formation à destination du Comité de mise en œuvre du Gouvernement ouvert, 3 juillet, Rabat

1er atelier de formation - Programme des jeunes ambassadeurs locaux, 5-6 juillet (à confirmer), Amman

Réseau des Hauts responsables MENA du budget (MENA-SBO) – Budgétiser pour avoir un impact sur la société : égalité des sexes, jeunesse et budgétisation en lien avec les ODD, 18-19 juillet, Caserte

Réunion « Rencontre un représentant de ton gouvernement » dans 12 gouvernorats en Jordanie et notamment à Petra- Programme des jeunes ambassadeurs locaux, juillet (à confirmer), Jordanie

Atelier - Vers l'élaboration d'un guide sur la communication institutionnelle au Maroc, juillet (à confirmer), Rabat

Examen par les pairs de la mise en œuvre de la Recommandation de l'OCDE sur le GO, septembre, Rabat

Présentation de la publication « Modernisation de l'administration locale dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima », septembre, Rabat

Camps de citoyenneté active à l'échelle locale

– Programme des jeunes ambassadeurs locaux, septembre (à confirmer), Jordanie

Programme de formation des conseillers en matière de Financement bancaire des petites et moyennes entreprises sur le développement des PME, septembre-décembre, Tunis et régions choisies

Inauguration de haut niveau du projet « Voix citoyenne: le rôle de la communication institutionnelle et des médias pour un gouvernement plus ouvert en Jordanie », septembre (à confirmer), Amman

Atelier dans le cadre du jour international sur l'accès à l'information, 28 septembre, Rabat (à confirmer)

Vers une feuille de route pour la communication institutionnelle au Liban, septembre (à confirmer), Beyrouth

Formation à destination des OSC sur le suivi des recommandations des scans de vulnérabilité à la corruption, octobre, Béja, Sousse, Tozeur

Atelier de validation des conclusions provisoires du Scan du Gouvernement ouvert en Jordanie, octobre (à confirmer), Amman

Atelier avec le Cabinet du Premier ministre, octobre (à confirmer), Rabat

Atelier sur la mise en œuvre de la nouvelle stratégie marocaine en faveur des jeunes, octobre (à confirmer), Rabat

Examen par les pairs de la communication institutionnelle et des médias en Jordanie, novembre (à confirmer), Amman

Atelier pour le lancement de l'Examen de la Jordanie, Gouvernement ouvert à l'échelle locale, novembre (à confirmer), Amman

Examen par les pairs de la communication institutionnelle et des médias en Tunisie, novembre (à confirmer), Tunis

Atelier sur la communication institutionnelle et examen par les pairs, octobre/novembre, Tunis

Atelier sur l'accès à l'information, octobre/novembre, Beyrouth

Atelier sur l'accès à l'information, octobre/novembre, Rabat

Congrès national sur la lutte contre la corruption, décembre, Tunis

Congrès national du Haut comité du contrôle administratif et financier sur le contrôle, 5 décembre, Tunis

Moments forts à venir

Conférence inaugurale autour du guide des procédures pour les unités de gouvernance, décembre, Tunis

Journée d'information sur le Financement bancaire des petites et moyennes entreprises en complément des services pour les nouvelles PME, décembre, Tunis

Réunion d'inventaire et de coordination des partenaires du projet, décembre, Tunis

Formation sur l'accès à l'information, décembre, Tunis

Conférence internationale de haut niveau sur le Plan d'action en vue de la réforme de la Cour de Cassation égyptienne, Q3-Q4 (à confirmer), Le Caire

Présentation de haut niveau de l'Action MAPS de mise en œuvre des ODD en Égypte, Q3-Q4 (à confirmer), Le Caire

2018

Événements régionaux

Cours de formation sur le « Renforcement de l'intégrité et les capacités de lutte contre la corruption » au centre de formation du FMI, 8-11 janvier, Koweït

Comité consultatif de l'Initiative MENA-OCDE pour la Gouvernance et la Compétitivité, 23 janvier, Paris

Événements de pays

Atelier technique « Emprunter la voie de la transformation numérique au Maroc », 25 janvier, Rabat, Maroc

Atelier sur la haute fonction publique au Maroc, 29-31 janvier, Rabat, Maroc

Formation de formateurs en vue du renforcement des capacités des femmes candidates aux élections locales, 3-4 février, Tunis, Tunisie

Lancement du Projet sur les marchés publics « Renforcement des capacités dans le domaine des marchés publics en Algérie », 6 février, Alger

Participation de l'Algérie au Sommet mondial des gouvernements, 10-12 février, Dubaï, ÉAU

13ème rencontre annuelle du Groupe de travail 2 sur le Gouvernement ouvert et innovant, 13 février, Dubaï, ÉAU

Séminaire et atelier sur la simplification et la dématérialisation des procédures administratives, 13-14 février, Alger, Algérie

Atelier sur la gestion des risques dans les marchés publics avec la HAICOP, 19 février, Tunis, Tunisie

Atelier sur l'élargissement de l'accès des PME aux marchés publics à destination des entités publiques et des PME, 20 février, Tunis, Tunisie

Atelier sur les principes de gestion des risques pour les contrôleurs et les inspecteurs, 20-21 février, Tunis, Tunisie

Atelier sur les approches et méthodologies du contrôle de la performance, 22 février, Tunis, Tunisie

Réunion de consultation au sujet du programme de formation « L'engagement des jeunes à l'échelle locale en Jordanie » dans le cadre du Projet du FT MENA pour la jeunesse, 21 février, Amman, Jordanie

Gouvernement ouvert à La Marsa, Sayada et Sfax : Présentation du rapport de l'OCDE, 13 mars, Tunis, Tunisie

Gouvernement ouvert en Tunisie : Lancement de la consultation autour du 3ème Plan d'action de l'OGP, 14 mars, Tunis, Tunisie

Préparation d'un Plan de communication en faveur du Gouvernement ouvert en Tunisie, 15 mars, Tunis, Tunisie

Formation de formateurs sur l'accès à l'information pour les agents des gouvernements locaux (Gouvernorats of Gabès, Tataouine et Médenine), 8-9 mars, Djerba, Tunisie

Moments forts à venir

Formation de femmes candidates aux élections locales, 3-4 mars à Kairouan et 10-11 mars à Tunis, Kairouan, Tunisie

Deux sessions consultatives pour mettre à l'épreuve les conclusions de l'évaluation des femmes candidates aux élections locales, 5 mars à Kairouan et 12 mars à Tunis, Tunisie

Réunions de travail à l'échelle locale avec des services publics volontaires pour la préparation du scan de la corruption (Sousse, Beja, Tozeur, 12 mars 2018 à confirmer)

Mission de collecte de données à l'échelle locale pour un diagnostic préliminaire de l'expérience des PME tunisiennes en matière d'accès aux services publics et aux mécanismes de résolution des litiges (Tunis, Sousse, Beja), 12-16 mars 2018 (à confirmer), Tunisie

Réunion du Comité directeur de l'Initiative MENA-OCDE pour la Gouvernance et la Compétitivité, 19 mars, Paris

Mission d'examen par les pairs sur la Voix citoyenne, Rabat, 21-23 mars

Préparation d'un Plan de communication pour le Gouvernement ouvert au Maroc, 24 avril, Rabat

Gouvernement ouvert à Salé, 25 avril, Rabat

Atelier avec le réseau tunisien des communicants institutionnels sur les difficultés et les opportunités nées de la mise en œuvre du cadre légal sur l'accès à l'information dans le pays, 14-15 mai, Tunis.

Création de l'unité du Gouvernement ouvert au sein du MoPIC en mai 2018, Jordanie

« Gouvernement ouvert et numérique en vue de l'ODD16 » dans le cadre du Forum de l'ONU sur le secteur public, 22 juin, Marrakech

Appui à la participation de la délégation jordanienne au Sommet mondial de l'OGP de 2018, 17-19 juillet, Tbilissi, Géorgie

Atelier de développement du premier guide sur la communication institutionnelle au Maroc, 1-2 octobre, Rabat

Atelier de présentation des premières conclusions et recommandations du Rapport Voix citoyenne au Maroc, 10 octobre, Rabat

Bonnes pratiques de gestion des PPP, Doha, Qatar - 17-18 octobre 2018

Atelier de présentation des premières conclusions et recommandations du Rapport Voix citoyenne en Tunisie, 23 octobre, Tunis

Visite d'étude de haut niveau des représentants du gouvernement jordanien au sujet des bonnes pratiques du gouvernement écossais dans les domaines de la décentralisation, de la bonne gouvernance et du gouvernement ouvert, 21-25 octobre, Édimbourg, Écosse.

Accès à l'information : de la loi à sa mise en œuvre, 23 novembre, Rabat

Inauguration du 3ème Plan d'action de l'OGP, 22 novembre, Tunis

La structure du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance



COPRÉSIDENT MENA (TUNISIE)
M. RIADH MOAKHER
Secrétaire Général du
Gouvernement



Coprésident de l'OCDE (UE)
**M. RUPERT
SCHLEGELMILCH**
Ambassadeur, représentant
permanent de l'UE auprès de l'OCDE

Partenaires régionaux

Banque islamique de
développement (BID)

Banque africaine de
développement (BAD)

Fonds arabe pour
le développement
économique et social
(AFESD)

Centre Africain De
Formation Et De Recherche
Administrative Pour
Développement (CAFRAD)

Partenaires internationaux

Commission européenne
Agences de l'ONU (PNUD,
UNESCO, UNICEF, ESCWA,
etc.)

Banque mondiale
FMI

Partenariat pour le
Gouvernement ouvert (OGP)

Union pour la Méditerranée
(UpM)

Institut internationale des
sciences administratives
(IISA)

Fondation Anna Lindh



Baillleurs de fonds 2016-2019

PROGRAMME RÉGIONAL



Espagne



États-Unis



Italie



Abu Dhabi et le
Gouvernement Fédéral
des EAU



Qatar

PROJETS NATIONAUX



Allemagne



Royaume-Uni



MEPI



Fonds de Transition MENA dans le
cadre du Partenariat de
Deauville du G7



Espagne



Switzerland



Union Européenne



L'Arabie Saoudite



Italie



Programme
MENA - OCDE
pour la Gouvernance

Contact

Mme Miriam Allam

Responsable de Programme

Programme de Gouvernance MENA-OCDE

Miriam.Allam@oecd.org

www.oecd.org/mena/governance